

VILLES REBELLES

DAVID HARVEY

VILLES REBELLES

Du droit à la ville
à la révolution urbaine

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Odile Demange

ESSAI
BUCHET • CHASTEL

Titre original : *Rebel Cities*.
From the right to the city to the urban revolution
Première édition : Verso, 2012
© David Harvey

Pour la traduction française
© Libella, Paris, 2015

ISBN 978-2-283-02751-6

*Pour Delfina
et tous les autres étudiants du monde*

Préface

La vision d'Henri Lefebvre

Vers le milieu des années 1970, alors que j'étais à Paris, je suis tombé en arrêt devant une affiche des Écologistes, un mouvement extrémiste d'action de proximité dont l'objectif était de créer un mode de vie urbaine plus soucieux de l'environnement. Cette affiche proposait une vision différente de la ville, une image incroyablement gaie du vieux Paris revitalisé par une vie de quartier animée, avec des balcons fleuris, des places grouillantes d'adultes et d'enfants, des petites boutiques et des ateliers ouverts sur le monde, des cafés partout, des jets d'eau, des flâneurs qui déambulaient sur les bords de Seine, des jardins communautaires par-ci par-là – mais peut-être ai-je inventé ce souvenir-ci –, du temps libre pour bavarder ou fumer la pipe – une habitude qui n'avait pas encore été diabolisée, comme j'ai pu le constater à mes dépens en assistant à une réunion de quartier des Écologistes dans une salle complètement enfumée. J'adorais cette affiche, mais elle s'est abîmée avec le temps et a fini par être en si piteux état que j'ai été obligé de la jeter, à mon grand regret. Elle me manque encore ! Si seulement on pouvait la réimprimer !

Le contraste qu'elle offrait avec le nouveau Paris qui commençait à sortir de terre et menaçait d'engloutir l'ancien était spectaculaire. Autour de la place d'Italie, les immeubles

géants semblaient décidés à envahir la vieille ville et à aller serrer la main de l'affreuse tour Montparnasse. Le projet de voie express rive gauche, les barres de HLM sans âme du XIII^e arrondissement et des banlieues, la monopolisation des rues par le commerce, la désintégration pure et simple de ce qui avait été jadis une vie de quartier dynamique bâtie autour du travail artisanal dans les petits ateliers du Marais, les immeubles décrépis de Belleville, la superbe architecture de la place des Vosges menaçant ruine. J'ai déniché une autre image, un dessin de Jean-François Batellier, représentant une moissonneuse-batteuse qui écrase et avale tous les vieux quartiers de Paris, laissant dans son sillage une rangée parfaitement alignée de tours de HLM. Je l'ai utilisée pour illustrer mon livre *The Condition of Postmodernity*.

Paris traversait, de toute évidence, une crise existentielle qui avait débuté au début des années 1960. L'ancien ne pouvait pas durer, mais le nouveau paraissait vraiment trop affreux, trop inhumain et dénué de sens pour pouvoir être envisagé. Le film que Jean-Luc Godard a réalisé en 1967, *Deux ou trois choses que je sais d'elle*, restitue magnifiquement la sensibilité de cette époque. Il raconte l'histoire de femmes mariées et mères de famille qui se livrent quotidiennement à la prostitution, autant par ennui que par nécessité financière, avec, en toile de fond, l'invasion du capital d'entreprise américain, la guerre du Vietnam – une affaire autrefois bien française dans laquelle les Américains avaient désormais pris le relais –, le développement vertigineux de la construction d'autoroutes et de grands ensembles, et l'arrivée dans les rues et les magasins de la ville d'un consumérisme insensé. Le point de vue philosophique de Godard me restait cependant étranger : une sorte de vision wittgensteinienne narquoise et nostalgique annonciatrice du postmodernisme, dans laquelle il ne pouvait rien y avoir de solide, que ce fût au centre de l'individu ou de la société.

C'est en cette même année 1967 qu'Henri Lefebvre a rédigé son essai majeur sur le « droit à la ville ». Ce droit, affirmait-il, était tout à la fois un cri et une demande. Le cri était une réaction à la souffrance existentielle due à une crise qui ravageait la vie quotidienne urbaine. La demande relevait plutôt de l'injonction, celle de regarder cette crise droit dans les yeux et de créer une vie urbaine différente, moins aliénée, plus chargée de sens et plus ludique, mais aussi, comme toujours chez Lefebvre, plus conflictuelle et plus dialectique, ouverte à l'évolution, aux rencontres (aussi bien redoutables qu'agréables) et à la recherche perpétuelle d'une nouveauté inconnaissable¹.

Nous sommes très forts, nous, les universitaires, pour reconstituer la généalogie des idées. Nous pouvons ainsi reprendre les écrits de Lefebvre de cette période et y dénicher un peu de Heidegger par-ci, de Nietzsche par-là, un doigt de Fourier un peu plus loin, quelques critiques tacites d'Althusser et de Foucault, sans oublier, bien sûr, l'inévitable structure apportée par Marx. Rappelons que cet essai a été écrit à l'occasion des célébrations du centenaire de la publication du premier volume du *Capital*, un détail qui, comme nous allons le voir, n'est pas dénué de toute signification politique. Mais il est des choses que nous autres universitaires n'avons que trop tendance à oublier : je veux parler du rôle joué par la sensibilité qui se manifeste dans les rues proches de chez nous, des inévitables sentiments de perte provoqués par les démolitions, de ce qui se passe quand des quartiers entiers, comme les Halles, sont réaménagés, ou

1. Henri Lefebvre, *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965 ; *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968 ; *L'Irruption, de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 1968 ; *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970 ; *Espace et Politique (Le Droit à la ville, II)*, Paris, Anthropos, 1973 ; *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.

que de grands ensembles surgissent apparemment du néant, sans parler de l'euphorie ou de la contrariété que suscitent les manifestations autour de tel ou tel sujet, des espoirs qui frémissent quand des groupes d'immigrés redonnent vie à un quartier – ces fantastiques restaurants vietnamiens du XIII^e arrondissement, au milieu des HLM –, ou du désespoir sans fond qui accompagne la marginalisation, les répressions policières et cette jeunesse oisive perdue dans l'ennui insondable d'un chômage en hausse et du manque d'entretien criant de banlieues sans âme qui finissent par se transformer en foyers d'agitation permanente.

Lefebvre était, j'en suis certain, profondément sensible à tout cela – et pas seulement en raison de son évidente fascination précoce pour les situationnistes et pour leur attachement théorique à l'idée d'une psychogéographie de la ville, à l'expérience de la dérive urbaine à travers Paris et au contact avec le « spectacle ». Il lui suffisait certainement de franchir la porte de son appartement de la rue Rambuteau pour que tous ses sens soient en alerte. C'est pourquoi il me paraît extrêmement significatif que *Le Droit à la ville* ait été écrit avant l'« irruption » (pour reprendre le terme que Lefebvre utilisera plus tard) de mai 1968. Son essai expose une situation dans laquelle pareille irruption n'était pas seulement possible, mais quasiment inévitable (Lefebvre y a d'ailleurs apporté sa propre petite contribution à Nanterre). Et pourtant, le sujet des racines urbaines du mouvement de 68 a été très négligé par les récits ultérieurs de ces événements. J'ai dans l'idée que les mouvements sociaux urbains qui existaient alors – les Écologistes par exemple – se sont fondus dans cette révolte et ont contribué à en façonner les revendications politiques et culturelles par des voies complexes, bien que souterraines. Et je soupçonne aussi, sans pouvoir en apporter la moindre preuve, que les transformations culturelles de la vie urbaine qui se sont produites ultérieurement, lorsque le capitalisme

pur s'est masqué en fétichisme de la marchandise, en marketing de niche et en consumérisme culturel urbain, ont joué un rôle qui n'a rien d'innocent dans la pacification post-68 – j'en prendrai pour exemple le journal *Libération*, fondé par Jean-Paul Sartre et d'autres, qui, à partir du milieu des années 1970, est petit à petit devenu culturellement radical et individualiste, mais politiquement tiède, voire hostile à une vraie politique de gauche et à un collectivisme digne de ce nom.

J'évoque tous ces points parce que si, comme on a pu le constater au cours de la dernière décennie, l'idée du droit à la ville a connu un certain retour en force, ce n'est pas l'héritage intellectuel de Lefebvre qui peut l'expliquer (malgré son importance potentielle). Ce qui s'est passé dans la rue, au sein des mouvements sociaux urbains, est beaucoup plus important. Grand dialecticien et critique immanent de la vie urbaine quotidienne, Lefebvre me donnerait certainement raison. Le fait, par exemple, que le curieux télescopage entre néolibéralisation et démocratisation au Brésil dans les années 1990 ait entraîné l'inscription dans la Constitution brésilienne de 2001 de clauses garantissant le droit à la ville, doit être attribué au pouvoir et à l'importance des mouvements sociaux urbains, notamment à propos des questions de logement, dans la promotion de la démocratisation. Si ce moment constitutionnel a contribué à consolider et à encourager un sentiment actif de « citoyenneté insurgée » (pour reprendre la formule de James Holston), l'héritage de Lefebvre n'y est pour rien, au contraire des luttes actuelles, pour déterminer qui est appelé à définir les caractéristiques de la vie urbaine quotidienne¹. Et l'importante source d'inspiration qu'a représentée un élément comme les « budgets participatifs », dans

1. James Holston, *Insurgent Citizenship*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

lesquels des citoyens ordinaires participent à l'affectation des budgets municipaux à travers un processus de prise de décision démocratique, est intimement liée au nombre considérable de gens en quête d'une réponse quelconque à un capitalisme international qui engendre une néolibéralisation brutale et intensifie ses attaques contre la qualité de la vie quotidienne depuis le début des années 1990. Il ne faut pas s'étonner non plus que ce modèle ait été élaboré à Porto Alegre au Brésil – haut lieu du Forum social mondial.

Lorsque, pour prendre un autre exemple, des mouvements sociaux de toute nature se sont rassemblés au Forum social des États-Unis à Atlanta en juin 2007 et, partiellement inspirés par les réalisations des mouvements sociaux urbains du Brésil, ont décidé de constituer l'Alliance pour le droit à la ville – avec des sections actives à New York ou Los Angeles –, la plupart de leurs représentants ignoraient jusqu'au nom de Lefebvre. Après avoir passé des années à se battre pour résoudre leurs problèmes spécifiques (SDF, gentrification et éviction, criminalisation des pauvres et des marginaux, etc.), ils avaient fini par conclure, chacun de leur côté, que leurs combats particuliers s'inscrivaient dans le combat pour la ville en général. Ils se sont dit qu'ensemble, ils auraient plus de chances d'obtenir un changement. Et si l'on observe ailleurs l'existence d'un certain nombre de mouvements similaires, ce n'est pas simplement en vertu de quelque allégeance aux idées de Lefebvre, mais précisément parce que ses idées, comme les leurs, ont avant tout pris naissance dans les rues et les quartiers des villes en souffrance. Une récente compilation relève ainsi la présence active de mouvements pour le droit à la ville – avec des orientations diverses, il est vrai – dans plusieurs dizaines de villes à travers le monde¹.

1. Ana Sugranyes, Charlotte Mathivet (éd.), *Cities for All: Proposals and Experiences Towards the Right to the City*, Santiago du Chili, Habitat

Que les choses soient claires : l'idée du droit à la ville n'est pas issue au premier chef de je ne sais quelles fascinations et marottes intellectuelles – bien que celles-ci ne manquent pas, comme nous le savons. Elle émane essentiellement des rues, des quartiers et s'exprime par un appel au secours et à la subsistance d'individus opprimés en des temps de difficultés extrêmes. Comment, donc, les universitaires et les intellectuels – aussi bien organiques que traditionnels, comme dirait Gramsci – réagissent-ils à ce cri et à cette demande ? C'est ici que l'étude des réactions de Lefebvre lui-même peut être utile, non parce qu'elles nous offriraient des modèles à suivre – notre situation est très différente de celle des années 1960, et les rues de Bombay, de Los Angeles, de São Paulo et de Johannesburg n'ont pas grand-chose à voir avec celles de Paris –, mais parce que sa méthode dialectique d'enquête critique immanente peut constituer une source d'inspiration pour réagir à ce cri et à cette demande.

Lefebvre comprenait fort bien, surtout après son étude sur *La Proclamation de la Commune* publiée en 1965, un ouvrage qui se nourrissait en partie des thèses situationnistes sur le sujet, que les mouvements révolutionnaires prennent fréquemment, sinon toujours, une dimension urbaine. Cette position l'a immédiatement mis en désaccord avec le Parti communiste, pour qui le prolétariat industriel était la force d'avant-garde du changement révolutionnaire. En commémorant le centenaire de la publication du *Capital* de Marx par la rédaction d'un traité sur le « droit à la ville », Lefebvre provoquait sans doute intentionnellement la pensée marxiste conventionnelle, laquelle n'avait jamais accordé beaucoup

International Coalition, 2010 ; Neil Brenner, Peter Marcuse, Margit Mayer (éd.), *Cities for People, and Not for Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City*, New York, Routledge, 2011.

d'importance à l'urbain dans la stratégie révolutionnaire, tout en mythologisant la Commune de Paris comme un événement central de son histoire.

En invoquant la « classe ouvrière » comme l'agent du changement révolutionnaire d'un bout à l'autre de son texte, Lefebvre suggérait tacitement que la classe ouvrière révolutionnaire était constituée de travailleurs urbains plutôt qu'exclusivement d'ouvriers d'usine. Il s'agit, a-t-il observé plus tard, de la formation d'un type de classe extrêmement différent – une classe fragmentée et divisée, dotée d'objectifs et de besoins multiples, plus souvent itinérante, désorganisée et fluide que solidement implantée. J'ai toujours approuvé cette thèse, avant même d'avoir lu Lefebvre, et certains travaux ultérieurs de sociologie urbaine – plus particulièrement ceux de Manuel Castells, un ancien étudiant, dévoyé il est vrai, de Lefebvre – n'ont fait qu'amplifier cette idée. Il n'en reste pas moins qu'une grande partie de la gauche traditionnelle a toujours du mal à admettre le potentiel révolutionnaire des mouvements sociaux urbains. Elle les rejette fréquemment comme de simples tentatives réformistes pour résoudre des problèmes spécifiques, et non systémiques, et ne les considère donc pas comme des mouvements révolutionnaires ni comme d'authentiques mouvements de classe.

Aussi peut-on déceler une certaine continuité entre la polémique situationnelle de Lefebvre et le travail de ceux d'entre nous qui s'efforcent aujourd'hui d'envisager le droit à la ville dans une optique révolutionnaire, par opposition à une perspective réformiste. La logique qui sous-tendait la position de Lefebvre se serait plutôt intensifiée de nos jours. Dans une grande partie du monde capitaliste avancé, les usines ont disparu ou ont tellement diminué que la classe ouvrière industrielle classique a été décimée. Le travail considérable et en constant essor, indispensable à la

création et à l'entretien de la vie urbaine, se trouve confié de façon croissante à une main-d'œuvre mal payée, précaire, désorganisée et souvent employée à temps partiel. Ce qu'on appelle le « précariat » a remplacé le « prolétariat » traditionnel. L'existence potentielle, de notre temps et dans notre partie du monde du moins – par opposition à la Chine en voie d'industrialisation –, d'un mouvement révolutionnaire, doit tenir compte de ce « précariat » problématique et désorganisé. Comment des groupes aussi disparates peuvent-ils s'organiser pour donner naissance à une force révolutionnaire ? Tel est le problème politique majeur. Et une partie de la tâche consiste à comprendre les origines et la nature de leurs cris et de leurs demandes.

Je ne sais pas très bien comment Lefebvre aurait réagi à l'affiche des Écologistes. Comme moi, il aurait sans doute souri devant cette vision ludique, mais ses thèses sur la ville, du *Droit à la ville* à *La Révolution urbaine* (1970), donnent à penser que cette nostalgie d'un urbanisme qui n'a jamais existé lui aurait inspiré un jugement critique. En effet, la conclusion centrale de Lefebvre était que la ville que nous avons connue et imaginée jadis était en train de disparaître rapidement et ne pourrait plus jamais être reconstituée. Je suis du même avis que lui, mais j'aurais tendance à être encore plus catégorique. En effet, Lefebvre ne décrit guère les conditions de vie effroyables des masses dans certaines de ses villes préférées du passé (celles de la Toscane à la Renaissance). Pas plus qu'il ne s'attarde sur les conditions de logement exécrables que connaissaient, en 1945, la majorité des Parisiens qui habitaient des appartements où ils gelaient en hiver et rôtissaient en été, avec des toilettes sur le palier, dans des quartiers qui tombaient en ruine – un problème qui réclamait des solutions urgentes et auquel on a entrepris de remédier à partir des années 1960. Malheureusement, cette réfection, organisée de façon

bureaucratique et mise en œuvre par un État français dirigiste, sans une once de participation démocratique ni un iota d'imagination et de fantaisie, n'a fait qu'inscrire de façon durable les privilèges et la relation de domination de classe dans le paysage physique de la ville.

Lefebvre constatait également que la relation entre l'urbain et le rural – entre la ville et la campagne – subissait une transformation radicale, que la paysannerie traditionnelle était en voie de disparition et que l'urbanisation gagnait le rural. Cette tendance s'accompagnait, cependant, d'une part d'une nouvelle approche consumériste du rapport à la nature (des week-ends et des loisirs à la campagne aux banlieues arborées et tentaculaires), et de l'autre d'une approche capitaliste productiviste qui voyait dans la campagne une source d'approvisionnement des marchés urbains en produits agricoles, par opposition à l'agriculture paysanne autarcique. Il présentait également que ce processus prenait une « tournure mondiale » et que, dans ces conditions, la question du droit à la ville – interprétée comme une chose distinctive ou comme un objet définissable – devait céder la place à une question plus vague sur le droit à la vie urbaine. Poursuivant sa réflexion en ce sens, il a élaboré plus tard la question plus générale du droit à la « production de l'espace » (1974).

La disparition progressive du clivage urbain-rural s'est produite à une allure différente selon les régions du monde, mais il ne fait aucun doute que ce phénomène a pris la direction prévue par Lefebvre. L'urbanisation chaotique qu'a connue récemment la Chine en offre un bon exemple : le pourcentage de la population résidant dans les régions rurales a ainsi décliné, passant de 74 % en 1990 à seulement 50 % environ en 2010, tandis que la population de la municipalité de Chongqing s'accroissait de trente millions d'habitants au cours du dernier demi-siècle. Bien que

l'économie globale compte encore de nombreux espaces résiduels où ce processus est loin d'être achevé, la grande masse de l'humanité se trouve de plus en plus entraînée dans l'effervescence et les remous de la vie urbanisée.

Cela pose un problème évident : revendiquer le droit à la ville revient, dans les faits, à revendiquer le droit à quelque chose qui n'existe plus – si tant est qu'il ait jamais existé. Qui plus est, le droit à la ville est un signifiant vide. Tout dépend de la personne appelée à lui donner du sens. Les financiers et les promoteurs peuvent le revendiquer, et sont parfaitement en droit de le faire. Au même titre que les sans-abri et les sans-papiers. Nous sommes bien obligés d'aborder la question de l'identité de ceux dont on affirme les droits, tout en reconnaissant que, comme l'écrit Marx dans *Le Capital*, « entre droits égaux, la force décide ». La définition du droit fait elle-même l'objet d'une lutte, laquelle doit se dérouler en même temps que la lutte pour sa concrétisation.

La ville traditionnelle a été tuée par le développement capitaliste galopant, victime de la nécessité toujours renouvelée de se débarrasser d'une suraccumulation de capital qui conduit à une croissance urbaine infinie et tentaculaire, quelles qu'en soient les conséquences sociales, environnementales ou politiques. Notre tâche politique, suggère Lefebvre, consiste à imaginer et à reconstituer un type de ville tout différent à partir de l'écœurant gâchis provoqué par un capitalisme d'urbanisation et de mondialisation pris de folie. Ce qui exige la création d'un solide mouvement anticapitaliste qui se fixe pour objectif central de transformer la vie urbaine quotidienne.

Comme l'histoire de la Commune de Paris avait suffi à l'apprendre à Lefebvre, édifier le socialisme, le communisme ou, au demeurant, l'anarchisme dans une seule ville est mission impossible. Les forces de la réaction bourgeoise

n'ont aucun mal à cerner la ville, à couper ses voies d'approvisionnement et à l'affamer, voire à l'envahir et à massacrer tous ceux qui résistent, comme cela s'est produit à Paris en 1871. Ce n'est pourtant pas une raison pour tourner le dos à l'urbain, en tant qu'incubateur d'idées, d'idéaux et de mouvements révolutionnaires. Ce n'est que lorsque la politique se concentrera sur la production et la reproduction de la vie urbaine, conçue comme le processus central de travail où prennent naissance les impulsions révolutionnaires, que l'on pourra mobiliser des luttes anticapitalistes susceptibles de transformer radicalement la vie quotidienne. Lorsqu'on admettra que ceux qui construisent et entretiennent la vie urbaine sont les premiers à pouvoir revendiquer ce qu'ils ont produit, et qu'une de leurs revendications porte sur le droit inaliénable de faire une ville plus conforme à leurs vœux, alors seulement, nous pourrions élaborer une politique de l'urbain qui aura un sens. « La ville est morte », semble dire Lefebvre, « vive la ville ! »

La recherche du droit à la ville serait-elle donc celle d'une chimère ? En termes purement matériels, certainement. Mais les luttes politiques sont animées par des visions autant que par des données pratiques. Les groupes qui participent à l'Alliance pour le droit à la ville sont formés de locataires à faibles revenus appartenant à des communautés de couleur qui luttent pour un type de développement répondant à leurs désirs et à leurs besoins, de sans-abri qui s'organisent pour défendre leur droit au logement et aux services élémentaires, et de jeunes LGBT de couleur qui se battent pour avoir droit à des espaces publics sûrs. Dans le programme politique collectif élaboré pour la section de New York, cette coalition a cherché à donner une définition plus claire et plus large du public susceptible d'obtenir concrètement accès à cet espace dit public et qui serait également habilité à créer de nouveaux espaces communs

de socialisation et d'action politique. Le terme de « ville », de « *city* » en anglais, possède une histoire emblématique et symbolique profondément ancrée dans la quête de significations politiques. La cité de Dieu, la ville sur la colline, la relation entre cité et citoyenneté – la ville comme objet de désir utopiste, comme lieu distinct d'intégration au sein d'un ordre spatio-temporel perpétuellement mouvant –, tout cela lui prête une signification politique qui mobilise un imaginaire politique déterminant. Mais le propos de Lefebvre, certainement de connivence ici avec les situationnistes, ou au moins redevable à leur égard, est qu'il existe déjà à l'intérieur de l'urbain de multiples pratiques regorgeant elles-mêmes de possibilités alternatives.

Le concept d'hétérotopie de Lefebvre – radicalement différent de celui de Foucault – définit des espaces sociaux liminaux de possibilité où « quelque chose de différent » est non seulement possible, mais aussi fondamental pour la définition de trajectoires révolutionnaires. Ce « quelque chose de différent » ne relève pas forcément d'un plan conscient, mais plus simplement de ce que les gens font, sentent, perçoivent et expriment lorsqu'ils cherchent à donner du sens à leur vie quotidienne. Ces pratiques créent des espaces hétérotopiques un peu partout. Rien ne nous oblige à attendre la « grande révolution » pour constituer de tels espaces. La théorie de Lefebvre d'un mouvement révolutionnaire suit le cheminement inverse : il s'agit pour lui d'un rassemblement spontané se produisant dans un moment d'« irruption » et où des groupes hétérotopiques disparates voient soudain, ne fût-ce que fugacement, les possibilités d'une action collective pour créer quelque chose de radicalement différent.

Lefebvre symbolise ce rassemblement dans la quête de centralité. La centralité traditionnelle de la ville a été détruite. Mais une impulsion et une aspiration à sa

restauration renaissent, encore et encore, produisant des effets politiques majeurs, comme nous avons pu l'observer récemment sur les places centrales du Caire, de Madrid, d'Athènes, de Barcelone et même de Madison, dans le Wisconsin, et plus récemment encore au parc Zuccotti de New York. Existe-t-il d'autres manières et d'autres lieux où nous puissions nous rassembler pour faire entendre nos demandes et nos cris collectifs ?

C'est ici, cependant, que le romantisme révolutionnaire urbain, que beaucoup attribuent aujourd'hui à Lefebvre et qu'ils apprécient tant chez lui, se heurte à l'écueil de son interprétation des réalités capitalistes et du pouvoir du capital. Tout moment visionnaire alternatif spontané est fugace ; s'il n'est pas saisi au vol, il s'évanouira inéluctablement – comme Lefebvre a pu le constater personnellement dans les rues de Paris en 68. Il en va de même des espaces hétérotopiques de différence qui servent d'humus au mouvement révolutionnaire. Dans *La Révolution urbaine*, il a maintenu l'idée d'une hétérotopie (pratiques urbaines) en tension avec l'isotopie (l'ordre spatial accompli et rationalisé du capitalisme et de l'État) ainsi qu'avec l'utopie en tant que désir expressif, au lieu de la présenter comme une alternative possible à l'isotopie.

La différence isotopie-hétérotopie, affirmait-il, ne peut se concevoir correctement que d'une façon dynamique... Les groupes anomiques façonnent les espaces hétérotopiques, tôt ou tard récupérés par la *praxis* dominante.

Lefebvre était bien trop conscient de la force et du pouvoir des *praxis* dominantes pour ne pas admettre que la tâche ultime consiste à les éradiquer grâce à un mouvement révolutionnaire bien plus vaste. Il faut renverser et remplacer tout le système capitaliste d'accumulation perpétuelle,

PRÉFACE

en même temps que les structures de classe et de pouvoir étatique centrées sur l'exploitation qui lui sont associées. La revendication du droit à la ville est une étape sur la voie de cet objectif. Elle ne pourra jamais être une fin en soi, même si elle apparaît de plus en plus comme une des voies les plus prometteuses.

Première partie
LE DROIT À LA VILLE

Chapitre 1

Le droit à la ville

Nous vivons à une époque où les idéaux des droits de l'homme occupent le devant de la scène, politiquement et éthiquement. On mobilise une grande énergie politique pour les encourager, les protéger et en souligner l'importance dans l'édification d'un monde meilleur. Les concepts en circulation sont cependant, pour l'essentiel, individualistes et fondés sur l'idée de propriété ; en tant que tels, ils ne font rien pour remettre en question la logique de marché libérale et néolibérale dominante, ni les modes néolibéraux de légalité et d'action étatique. Dans notre monde, après tout, les droits de propriété privée et le taux de profit l'emportent sur toute autre considération de droit. Il arrive pourtant qu'en certaines circonstances, l'idéal des droits de l'homme prenne un visage collectif ; c'est le cas notamment quand il s'agit de défendre les droits des travailleurs, des femmes, des homosexuels et des minorités – un héritage du mouvement ouvrier déjà ancien et, notamment, du mouvement des droits civiques des années 1960 aux États-Unis, un mouvement collectif qui a eu des répercussions mondiales. Ces luttes pour la défense de droits collectifs ont, occasionnellement, obtenu des résultats majeurs.

Je m'intéresse ici à un autre type de droit collectif : le droit à la ville dans le contexte du regain d'intérêt que

suscitent les idées d'Henri Lefebvre sur cette question et de l'émergence dans le monde entier de mouvements sociaux très divers qui revendiquent aujourd'hui ce droit. Comment, alors, définir celui-ci ?

La ville, comme l'a écrit autrefois le célèbre sociologue urbain Robert Park, constitue « la tentative la plus cohérente et, dans l'ensemble, la plus réussie de l'homme pour recréer le monde dans lequel il vit d'une manière plus conforme à ses vœux. Mais, si la ville est le monde que l'homme a créé, c'est également celui dans lequel il est désormais condamné à vivre. C'est ainsi qu'indirectement, et sans percevoir très clairement la nature de sa tâche, en créant la ville, l'homme s'est recréé lui-même¹. » Si Park a raison, la question du type de ville que nous souhaitons est indissociable de celle du type de personnes que nous voulons être, des types de relations sociales que nous recherchons, des relations avec la nature que nous apprécions, du mode de vie que nous désirons, des valeurs esthétiques que nous professons. Le droit à la ville dépasse donc largement le droit d'accès individuel ou collectif aux ressources qu'elle incarne : il recouvre également le droit de changer et de réinventer la ville d'une manière plus conforme à nos vœux. Il s'agit, de surcroît, d'un droit collectif davantage qu'individuel ; réinventer la ville ne peut en effet se faire sans l'exercice d'un pouvoir collectif sur les processus d'urbanisation. La liberté de nous faire et de nous refaire, de faire et de refaire la ville, est, à mon sens, un des droits de l'homme le plus précieux et pourtant le plus négligés. Quelle est donc la meilleure manière de l'exercer ?

Puisque, comme l'affirme Park, nous n'avons pas eu jusqu'à présent une image parfaitement claire de la nature

1. Robert Park, *On Social Control and Collective Behavior*, Chicago, Chicago University Press, 1967, p. 3.

de notre tâche, il peut être utile de nous demander tout d'abord comment un processus urbain mû par de puissantes forces sociales nous a créés et recréés au cours de l'histoire. En raison du rythme et de l'envergure considérables de l'urbanisation ces cent dernières années, nous avons été recréés à plusieurs reprises sans savoir ni pourquoi ni comment. Cette urbanisation spectaculaire a-t-elle contribué au bien-être de l'homme ? A-t-elle fait de nous des êtres meilleurs, ou nous a-t-elle suspendus dans un monde d'anomie et d'aliénation, de colère et de frustration ? Sommes-nous devenus de simples monades ballottées dans un océan urbain ? Au xx^e siècle, les questions de ce genre ont préoccupé des intellectuels très divers, tels que Friedrich Engels et Georg Simmel, qui ont proposé des critiques pénétrantes des profils humains urbains qui apparaissaient alors en réaction à l'urbanisation rapide¹. Nous n'aurions aucun mal aujourd'hui à dresser la liste des formes de mécontentement et d'angoisse, ainsi que d'excitation, dues à des transformations urbaines encore plus rapides. Chose curieuse, il semble pourtant que nous n'ayons aucune envie de nous livrer à une critique systématique de ces évolutions. Le tourbillon de changement nous emporte, alors même que surgissent des questions évidentes. Que penser, par exemple, des immenses concentrations de richesses, de privilèges et de consumérisme que l'on observe dans

1. Friedrich Engels, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England, nach einer Anschauung und authentischen Quellen*, Leipzig, O. Wigand, 1845 [*La situation de la classe laborieuse en Angleterre : d'après les observations de l'auteur et des sources authentiques*, trad. Gilbert Badia et Jean Frederic, Paris, Éditions sociales, 1975] ; Georg Simmel, « The Metropolis and Mental Life », in David Levine (éd.), *On Individualism and Social Forms*, Chicago, Chicago University Press, 1971 ; Georg Simmel, *Les grandes villes et la vie de l'esprit*, suivi de *Sociologie des sens*, trad. Jean-Louis Vieillard-Baron et Frédéric Joly, Paris, Payot & Rivages, 2013.

presque toutes les villes du monde, au milieu de ce que les Nations unies elles-mêmes décrivent comme un « bidonville global » en pleine expansion¹ ?

Revendiquer le droit à la ville au sens où je l'entends ici, c'est revendiquer une forme de pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation, sur la manière dont nos villes sont créées et recrées. Dès l'origine, les villes sont nées de la concentration géographique et sociale d'un surproduit. L'urbanisation a donc toujours constitué une sorte de phénomène de classe ; il faut bien en effet que les surplus soient tirés de quelque part et de quelqu'un, tandis que leur utilisation est habituellement contrôlée par quelques-uns (une oligarchie religieuse, par exemple, ou un poète guerrier aux ambitions impériales). Cette situation générale se poursuit, bien sûr, sous le capitalisme, tout en relevant d'une dynamique légèrement différente. Le capitalisme repose, nous dit Marx, sur la quête perpétuelle d'une plus-value (profit). Or, pour produire de la plus-value, les capitalistes doivent produire un surproduit. Autrement dit, le capitalisme produit en permanence le surproduit nécessaire à l'urbanisation. La relation inverse est également vraie. Le capitalisme a besoin de l'urbanisation pour absorber le surproduit qu'il produit en permanence. D'où l'apparition d'un lien interne entre le développement du capitalisme et l'urbanisation. On ne sera donc pas surpris de constater que les courbes logistiques de l'essor de la production capitaliste au fil du temps et de l'urbanisation de la population mondiale suivent un tracé largement parallèle.

Observons de plus près l'activité des capitalistes. Ils commencent la journée avec une certaine quantité d'argent et la

1. Mike Davis, *Planet of Slums*, Londres, Verso, 2006 [*Planète bidonvilles*, trad. Gobelin, Paris, Ab irato, 2005].

terminent avec une quantité plus importante (leur profit). Le lendemain, il leur faut décider ce qu'ils feront de l'argent supplémentaire qu'ils ont gagné la veille. Les voilà face à un dilemme faustien : réinvestir ce surplus pour gagner encore plus d'argent, ou le dépenser en plaisirs divers. Les lois impitoyables de la concurrence les obligent à réinvestir, car s'ils ne le font pas, un autre s'en chargera certainement. Pour qu'un capitaliste reste un capitaliste, il doit réinvestir constamment des surplus afin d'en dégager davantage encore. Les capitalistes qui réussissent gagnent dans l'ensemble suffisamment pour réinvestir dans l'expansion tout en satisfaisant leur soif de plaisirs. Ce réinvestissement perpétuel entraîne toutefois une expansion de la production excédentaire. Et surtout, il entraîne une expansion à un taux composé – d'où toutes les courbes logistiques de croissance (argent, capital, production et population) qui s'attachent à l'histoire de l'accumulation de capital.

La politique du capitalisme est affectée par le besoin constant de trouver des terrains propices à la production et à l'absorption d'un surplus de capital. Dans cette entreprise, le capitaliste se heurte à un certain nombre d'obstacles qui tendent à l'empêcher de poursuivre une expansion continue et sans souci. En cas de pénurie de main-d'œuvre et de salaires trop élevés, il va devoir mettre au pas la main-d'œuvre existante (le chômage provoqué par les progrès technologiques et les attaques contre le pouvoir de la classe ouvrière syndiquée – telles qu'en ont lancé Thatcher et Reagan dans les années 1980 – constituent deux recettes éprouvées) ou bien trouver une nouvelle main-d'œuvre – grâce à l'immigration, à l'exportation de capital ou à la prolétarianisation d'éléments encore indépendants de la population. Il faut également trouver de nouveaux moyens de production en général, et de nouvelles ressources naturelles en particulier. D'où une pression

croissante sur l'environnement naturel, censé fournir les matières premières nécessaires tout en absorbant les inévitables déchets. Les lois impitoyables de la concurrence obligent également les capitalistes à élaborer constamment de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'organisation ; en effet, ceux qui atteindront une productivité supérieure pourront évincer plus facilement ceux qui emploient des méthodes moins efficaces. Les innovations entraînent de nouveaux désirs et de nouveaux besoins, tout en réduisant le temps de rotation du capital et la friction de la distance. On assiste à l'élargissement du champ géographique dans lequel le capitaliste peut rechercher librement davantage de main-d'œuvre, de matières premières, etc. Si le pouvoir d'achat n'est pas suffisant sur un marché existant, il faut trouver d'autres débouchés en développant le commerce extérieur, en faisant la promotion de nouveaux produits et de nouveaux modes de vie, en créant de nouveaux instruments de crédit et de nouvelles dépenses publiques financées par la dette. Si, pour finir, le taux de profit reste trop bas, la régulation étatique d'une « concurrence ruineuse », la monopolisation (fusions et acquisitions) et les exportations de capitaux vers d'autres horizons sont autant de solutions envisageables.

Pour peu que l'un ou l'autre des obstacles à la circulation et à l'expansion continues du capital que nous venons d'évoquer se révèle incontournable, l'accumulation de capital est bloquée et les capitalistes sont en situation de crise. Il leur est impossible de procéder à un réinvestissement profitable de leur capital, l'accumulation stagne ou cesse, et le capital est dévalué (perdu) et peut même, dans certains cas, être physiquement détruit. Il existe plusieurs formes possibles de dévaluation. Les marchandises en surplus peuvent être dévaluées ou détruites, la capacité de production et les actifs peuvent perdre de la valeur et rester inemployés, l'argent

lui-même peut être dévalué en cas d'inflation. Et si crise il y a, la main-d'œuvre risque bien sûr d'être dévaluée par un chômage massif. Comment la nécessité de contourner ces obstacles et d'élargir le champ d'une activité capitaliste profitable a-t-elle pu alors servir de moteur à l'urbanisation capitaliste ? J'affirme ici que cette dernière joue un rôle particulièrement actif – en même temps que d'autres phénomènes, tels que les dépenses militaires – dans l'absorption du surproduit que les capitalistes ne cessent de créer dans leur recherche de plus-value¹.

Prenons, pour commencer, l'exemple du Paris du Second Empire. L'année 1848 a vu l'une des premières crises manifestes d'excédent simultané de capital et de main-d'œuvre ne trouvant de débouché ni l'un ni l'autre. Cette crise, qui a touché toute l'Europe, a frappé Paris avec une violence particulière, entraînant une révolution avortée menée par les ouvriers au chômage et les utopistes bourgeois qui voyaient dans une république sociale l'antidote à la cupidité capitaliste et à l'inégalité. La bourgeoisie républicaine réprima brutalement ce mouvement révolutionnaire, sans réussir pour autant à résoudre la crise. D'où l'arrivée au pouvoir de Louis Napoléon Bonaparte qui, après un coup d'État en 1851, se proclama empereur en 1852. Pour assurer sa survie politique, l'empereur autoritaire réprima impitoyablement les mouvements politiques dissidents ; dans le même temps, conscient de la nécessité de régler le problème d'absorption du surplus de capital, il engagea un vaste programme d'investissement dans les infrastructures, tant en France qu'à l'étranger. Il se lança ainsi dans la construction de chemins de fer à travers toute l'Europe et jusqu'en

1. Pour un exposé plus complet de ces idées, voir David Harvey, *The Enigma of Capital, and the Crises of Capitalism*, Londres, Profile Books, 2010.

Orient et accorda son soutien à des chantiers aussi pharaoniques que celui du canal de Suez. En France, il développa le réseau ferroviaire, construisit des ports, assécha des marais, et j'en passe. Mais sa principale réalisation fut de transformer toute l'infrastructure urbaine de Paris. À cette fin, Napoléon III fit venir Haussmann à Paris et lui confia la responsabilité des travaux publics en 1853.

Haussmann avait parfaitement compris que sa mission d'urbanisation avait pour objectif de contribuer à résoudre le problème de capital excédentaire et de chômage. La reconstruction de Paris absorba des volumes considérables (pour l'époque) de main-d'œuvre et de capitaux et, associée à la répression autoritaire des aspirations des ouvriers parisiens, joua un rôle majeur de stabilisation sociale. Haussmann s'inspira des projets utopiques (des fouriéristes et des saint-simoniens) de rénovation de Paris qui avaient fait débat dans les années 1840, à une grande différence près : il modifia l'échelle de ces visions urbaines. Le jour où l'architecte Hittorff vint lui présenter ses plans pour un nouveau boulevard, Haussmann les lui jeta au visage en disant : « Quarante mètres ! Mais, monsieur, c'est le double, c'est le triple qu'il nous faut. Oui, je dis bien le triple : cent vingt mètres. » Haussmann avait une vision de la ville bien plus vaste et bien plus globale : au lieu de se contenter de rapiécer le tissu urbain, il annexa les faubourgs et redessina des quartiers tout entiers (les Halles, par exemple). Se refusant à procéder par étapes, il transforma la ville de fond en comble, une méthode qui rendait nécessaire l'existence de nouvelles institutions financières et de nouveaux instruments de crédit élaborés sur le modèle saint-simonien (le Crédit mobilier et la Société immobilière). Il contribua ainsi dans les faits à résoudre le problème d'écoulement de l'excédent de capital en mettant sur pied un système

keynésien d'amélioration de l'infrastructure urbaine financée par la dette.

Le système fonctionna à merveille pendant une quinzaine d'années et entraîna non seulement la transformation des infrastructures urbaines, mais aussi l'apparition d'un mode de vie urbain inédit et d'un nouveau type de personnalité urbaine. Paris devint la « Ville lumière », le grand centre de consommation, de tourisme et de plaisirs (les cafés, les grands magasins, l'industrie de la mode, les prestigieuses expositions). Tout cela provoqua une mutation du mode de vie urbain qui lui permit d'absorber d'importants excédents grâce à un consumérisme grossier – qui scandalisait les traditionalistes tout en excluant les ouvriers. Mais l'année 1868 vit l'effondrement du système financier et des structures de crédit poussés à leurs limites et de plus en plus spéculatifs, sur lesquels reposait ce mode de vie. Haussmann fut destitué. En désespoir de cause, Napoléon III partit en guerre contre l'Allemagne de Bismarck et fut vaincu. C'est dans le vide qui suivit que surgit la Commune de Paris, l'un des plus grands épisodes révolutionnaires de l'histoire urbaine capitaliste. La Commune résultait à la fois d'une nostalgie du monde urbain détruit par Haussmann – réminiscences de la révolution de 1848 – et du désir de ceux qui avaient été dépossédés par les travaux d'Haussmann de reprendre possession de leur ville. Mais elle exprimait également des visions progressistes conflictuelles de modernités socialistes alternatives, par opposition à celles du capitalisme de monopole, l'idéal d'un contrôle hiérarchique centralisé – le courant jacobin – se heurtant aux projets anarchistes décentralisés de contrôle populaire – le courant proudhonien. En 1872, de violentes querelles au sujet des responsabilités des uns et des autres dans l'échec de la Commune provoquèrent entre marxistes et anarchistes une rupture politique radicale

qui, aujourd'hui encore, divise malheureusement une grande partie de l'opposition de gauche au capitalisme¹.

Avançons rapidement pour nous pencher sur la situation des États-Unis en 1942. Le problème de l'écoulement des surplus de capital, qui avait paru insoluble dans les années 1930 – en même temps que celui du chômage qui l'accompagnait –, trouva une solution provisoire dans l'immense mobilisation pour l'effort de guerre. Tout le monde s'inquiétait pourtant de ce qui se passerait au lendemain des hostilités. Politiquement, la situation était dangereuse. Le gouvernement fédéral dirigeait *de facto* une économie nationalisée – avec une très grande efficacité, au demeurant –, et les États-Unis étaient les alliés de l'Union soviétique communiste dans la guerre contre le fascisme. De puissants mouvements sociaux de tendance socialiste avaient vu le jour en réaction à la crise des années 1930, et leurs sympathisants participèrent à l'effort de guerre. Nous savons tous ce qui en résulta : la politique du maccarthisme et la guerre froide, dont les signes avant-coureurs étaient déjà nombreux en 1942. Comme sous Napoléon III, les classes dominantes de l'époque réclamaient évidemment une vigoureuse répression politique pour réaffirmer leur pouvoir. Mais comment gérer le problème d'écoulement des surplus de capital ?

Une revue d'architecture publia en 1942 un très long article consacré à l'œuvre d'Hausmann. Ce texte décrivait en détail les aspects convaincants de son entreprise tout en cherchant à analyser ses erreurs. Cet article était signé de Robert Moses, un urbaniste qui entreprit, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de réaliser dans l'ensemble de la région métropolitaine de New York ce que

1. Cet exposé s'inspire de David Harvey, *Paris, Capital of Modernity*, New York, Routledge, 2003 [*Paris, capitale de la modernité*, trad. M. Giroud, Paris, Les Prairies ordinaires, 2012].

Hausmann avait entrepris à Paris¹. Autrement dit, Moses modifia l'échelle à laquelle on pensait le processus urbain et, grâce au système d'autoroutes et de transformations d'infrastructure financées par la dette, à la suburbanisation et à la reconfiguration non seulement de la ville mais aussi de toute la région métropolitaine, il définit une méthode permettant d'absorber le surproduit et, partant, de résoudre le problème d'absorption de surplus de capital. Élargi à l'ensemble du pays et appliqué, comme ce fut le cas, à tous les grands centres métropolitains des États-Unis – nouveau changement d'échelle –, ce processus a joué un rôle essentiel dans la stabilisation du capitalisme mondial après la Seconde Guerre mondiale – période durant laquelle les États-Unis pouvaient se permettre d'alimenter toute l'économie du monde non communiste par le biais de déficits commerciaux.

La suburbanisation des États-Unis n'a pas été une simple affaire d'infrastructures nouvelles. À l'image du Paris du Second Empire, elle a entraîné une transformation radicale des modes de vie, imposant un type d'existence jusqu'alors inconnu dans lequel les nouveaux produits – du pavillon de banlieue au réfrigérateur et à la climatisation, sans oublier les deux voitures par ménage et l'augmentation considérable de la consommation de pétrole – ont largement participé à l'absorption du surplus. La suburbanisation – en même temps que la militarisation – a ainsi joué un rôle essentiel dans cette absorption pendant les années d'après-guerre. Mais ce phénomène a également eu pour conséquence de vider les centres-villes et de les priver de tout fondement économique viable, générant ainsi ce qu'on a appelé la « crise urbaine » des années 1960, définie par les

1. Robert Moses, « What happened to Hausmann », *Architectural Forum*, vol. 77, juillet 1942, p. 57-66 ; Robert Caro, *The Power Broker: Robert Moses and the Fall of New York*, New York, Knopf, 1974.

révoltes des minorités les plus touchées, principalement afro-américaines, qui vivaient au cœur des villes et se sont vues exclues de la nouvelle prospérité.

Les centres-villes n'ont pas été les seuls à se révolter. Les traditionalistes, de plus en plus nombreux à se rallier aux idées de Jane Jacobs, ont cherché à opposer au modernisme brutal des vastes projets de Moses un autre type d'esthétique urbaine centré sur le développement des quartiers et sur la conservation historique, et finalement la gentrification, des secteurs plus anciens. Mais à cette date, les banlieues avaient déjà été construites, et la transformation radicale du mode de vie que cela présageait s'accompagnait d'une multitude de conséquences sociales, conduisant par exemple les féministes à faire de la banlieue et du type d'existence qu'elle induisait la cible privilégiée de leurs critiques. Cette situation a provoqué une telle crise que, comme Haussmann avant lui, Moses est tombé en disgrâce. Vers la fin des années 1960, on s'accordait généralement à considérer ses solutions comme inadéquates et inacceptables. Et si l'haussmannisation de Paris n'a pas été entièrement étrangère à la dynamique de la Commune, l'absence d'âme de la vie banlieusarde a joué un rôle majeur dans les spectaculaires mouvements de 1968 aux États-Unis : mécontents, des étudiants blancs appartenant aux classes moyennes sont entrés dans une phase de révolte, ont cherché à s'unir à d'autres groupes marginalisés et se sont ralliés à la lutte contre l'impérialisme américain, pour créer un mouvement qui visait à construire un monde nouveau, incluant un nouveau type d'expérience urbaine – précisons qu'une fois de plus, les courants anarchistes et libertaires se sont opposés frontalement à ceux qui prônaient des solutions hiérarchiques et centralisées¹.

1. Henri Lefebvre, *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.

La révolte de 1968 s'est accompagnée d'une crise financière. Partiellement mondiale, avec la fin des accords de Bretton Woods, celle-ci trouvait également sa source dans les établissements de crédit qui avaient alimenté le boom immobilier des précédentes décennies. Cette crise s'est aggravée à la fin des années 1960, jusqu'à ce qu'en définitive, l'ensemble du système capitaliste mondial traverse une crise majeure. Sa première manifestation a été l'éclatement de la bulle immobilière mondiale en 1973, suivie par la faillite de la ville de New York en 1975. Les sombres années 1970 étaient arrivées, il allait falloir trouver comment sauver le capitalisme de ses propres contradictions. Les enseignements du passé donnaient à penser que le processus urbain jouerait forcément un rôle important dans la recherche d'une issue. Comme l'a bien montré William Tabb, la résolution de la crise des finances new-yorkaises de 1975, orchestrée par une alliance malaisée entre pouvoirs publics et établissements financiers, a ouvert la voie à une réponse néolibérale : protéger le pouvoir de classe du capital aux dépens du niveau de vie de la classe ouvrière, tout en dérégulant le marché pour assurer son fonctionnement. Restait à inventer la façon de restaurer la capacité d'absorption des surplus que le capitalisme est condamné à produire pour survivre¹.

Faisons un nouveau bond en avant jusqu'à la conjoncture actuelle. Le capitalisme international a joué aux montagnes russes, passant d'une crise et d'un krach régional à l'autre (Asie de l'Est et du Sud-Est en 1997-1998, Russie en 1998, Argentine en 2001, etc.) jusqu'à l'effondrement mondial de 2008. Quel a été le rôle de l'urbanisation dans

1. William Tabb, *The Long Default: New York City and the Urban Fiscal Crisis*, New York, Monthly Review Press, 1982 ; David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, OUP, 2005.

ce phénomène ? Aux États-Unis, il était communément admis, jusqu'en 2008, que le marché immobilier était un facteur important de stabilisation de l'économie, surtout depuis l'éclatement de la bulle Internet à la fin des années 1990. Le marché immobilier a absorbé directement une grande partie du surplus de capital grâce à de nouvelles constructions – de logements dans les centres-villes et dans les banlieues, ainsi que de nouveaux espaces de bureaux –, tandis que la rapide inflation des prix de l'immobilier, soutenue par une vague insensée de refinancement des crédits hypothécaires à des taux d'intérêt historiquement bas, stimulait le marché intérieur américain des biens de consommation et des services. La stabilisation du marché mondial a dû beaucoup à l'expansion urbaine et à la spéculation sur le marché immobilier des États-Unis, un pays qui enregistrait des déficits commerciaux colossaux à l'égard du reste du monde, empruntant près de deux milliards de dollars par jour pour alimenter son consumérisme insatiable, sans parler des guerres d'Afghanistan et d'Irak financées par la dette durant la première décennie du XXI^e siècle.

Mais le processus urbain a connu un autre changement d'échelle. En un mot, il s'est mondialisé. Nous ne pouvons donc plus nous concentrer exclusivement sur les États-Unis. Le boom du marché immobilier en Grande-Bretagne, en Irlande, en Espagne et dans d'autres pays a contribué à alimenter la dynamique capitaliste sur des voies comparables en de nombreux points à celle des États-Unis. L'urbanisation de la Chine au cours des vingt dernières années, comme nous le verrons au chapitre 2, présente un caractère radicalement différent, se concentrant sur la construction d'infrastructures. Son rythme s'est considérablement accéléré après une brève récession autour de 1997. Durant ces deux décennies, plus d'une centaine de villes ont dépassé le seuil du million d'habitants, tandis que de petits villages, tel

Shenzhen, se transformaient en immenses métropoles de six à dix millions d'habitants. L'industrialisation, limitée d'abord aux zones économiques spéciales, n'a pas tardé à se répandre vers toutes les municipalités désireuses d'absorber le surplus de capital d'origine étrangère et de réinvestir les gains dans une expansion rapide. De gigantesques projets de construction d'infrastructures, barrages et autoroutes par exemple – financés, là encore, intégralement par la dette – transforment le paysage¹. Des centres commerciaux tout aussi gigantesques, des parcs scientifiques, des aéroports, des ports à conteneurs, des centres de loisirs en tout genre et d'innombrables nouvelles institutions culturelles, sans compter les ensembles résidentiels fermés et les terrains de golf, sont éparpillés dans le paysage chinois au milieu de dortoirs urbains surpeuplés destinés aux effectifs massifs de main-d'œuvre mobilisés depuis les régions rurales appauvries qui fournissent les travailleurs migrants. Comme nous le verrons, ce phénomène d'urbanisation a eu des conséquences majeures sur l'économie mondiale et sur l'absorption du surplus de capital.

La Chine n'est cependant que l'un des épicycles d'un processus d'urbanisation qui touche aujourd'hui toute la planète, en partie grâce à l'étonnante mondialisation des marchés financiers qui exploitent leur flexibilité pour financer, grâce à la dette, une déferlante de projets urbains de Dubaï à São Paulo, de Madrid à Bombay et de Hong Kong à Londres. La Banque centrale chinoise, par exemple, a été active sur le marché hypothécaire secondaire des États-Unis, tandis que Goldman Sachs était présent sur les marchés immobiliers en plein essor de Bombay et que des capitaux

1. Thomas Campanella, *The Concrete Dragon: China's Urban Revolution and What it Means for the World*, Princeton, NJ, Princeton Architectural Press, 2008.

de Hong Kong venaient s'investir à Baltimore. Presque toutes les villes du monde ont assisté à un boom de la construction à destination des riches – d'un caractère souvent désespérément similaire –, tandis qu'un flot de travailleurs migrants appauvris convergeait vers les villes, la paysannerie rurale se trouvant dépossédée par l'industrialisation et la commercialisation de l'agriculture.

Cette période de prospérité de l'industrie du bâtiment a été manifeste à Mexico, Santiago du Chili, Bombay, Johannesburg, Séoul, Taipei, Moscou et dans toute l'Europe – l'exemple le plus spectaculaire étant celui de l'Espagne –, ainsi que dans les villes des principaux pays capitalistes comme Londres, Los Angeles, San Diego et New York, où les grands projets d'urbanisme mis en œuvre en 2007, sous l'administration municipale du milliardaire Bloomberg, ont été plus nombreux que jamais. Des programmes d'urbanisation surprenants, spectaculaires et à maints égards d'une absurdité criminelle ont vu le jour au Moyen-Orient, par exemple à Dubaï et Abou Dhabi, afin d'absorber les surplus de capitaux produits par la manne pétrolière de la manière la plus tape-à-l'œil, la plus socialement injuste et la plus écologiquement déraisonnable qu'on puisse imaginer – avec, par exemple, une piste de ski d'intérieur en milieu désertique chaud. Nous sommes ici en présence d'un nouveau changement d'échelle du processus urbain, lequel rend difficile la compréhension du fait que ce qui se passe peut-être sur le plan planétaire est, dans son principe, comparable aux processus qu'Haussmann avait si habilement su mener à bien pendant un temps dans le Paris du Second Empire.

Cependant, ce boom de l'urbanisation a dépendu, comme tous les précédents, de la mise en place de nouvelles institutions financières et de nouveaux dispositifs destinés à organiser le système de crédit indispensable pour le soutenir.

Des innovations créées dans les années 1980, et plus particulièrement la titrisation et le packaging de crédits hypothécaires locaux permettant de les vendre à des investisseurs du monde entier, ainsi que la mise sur pied de nouveaux organismes financiers chargés de favoriser un marché hypothécaire secondaire et de détenir des obligations adossées à des actifs, ont joué en l'occurrence un rôle essentiel. Les avantages du système étaient nombreux : il permettait de répartir les risques et offrait au surplus d'épargne un accès plus facile au surplus de demandes de logements ; il faisait également baisser, par le jeu de ses interconnexions, les taux d'intérêt globaux – tout en assurant d'immenses fortunes aux intermédiaires financiers qui opéraient ces prodiges. Répartir les risques n'est cependant pas les éliminer. D'autre part, la possibilité de répartir les risques aussi largement encourage localement des comportements encore plus risqués, puisque le risque peut être transféré ailleurs. Faute de mécanismes adéquats d'évaluation des risques, le marché hypothécaire a échappé à tout contrôle, et ce qui était arrivé aux frères Pereire en 1867-1868 et à la ville de New York coupable de prodigalité extrême au début des années 1970, s'est reproduit dans la crise des subprimes et de la bulle immobilière de 2008. Cette crise s'est d'abord concentrée à l'intérieur et autour des villes américaines – bien qu'on ait pu relever des signes comparables en Grande-Bretagne –, avec des répercussions particulièrement graves pour les Afro-Américains à faibles revenus et pour les femmes chefs de famille des quartiers défavorisés. Elle a également affecté ceux qui, incapables de faire face à la hausse vertigineuse du prix des logements dans les centres urbains, particulièrement dans le sud-ouest des États-Unis, ont déménagé en semi-périphérie des secteurs métropolitains pour acheter des pavillons construits à des fins spéculatives ; après avoir bénéficié d'un crédit à un taux

raisonnable, ils ont dû faire face à l'escalade des frais de transport nécessaires pour rejoindre leur lieu de travail en raison de la hausse du prix des carburants, et à des remboursements d'emprunts exorbitants quand leurs taux d'intérêt ont été alignés sur ceux du marché. Cette crise, qui a eu localement des effets désastreux sur la vie et les infrastructures urbaines – des quartiers entiers de villes comme Cleveland, Baltimore et Detroit ont été ravagés par la vague de saisies immobilières –, a menacé toute l'architecture du système financier mondial et déclenché, qui plus est, une récession de grande ampleur. Les parallèles avec les années 1970 sont, c'est le moins que l'on puisse dire, troublants – y compris la réaction immédiate de la Réserve fédérale américaine qui s'est lancée dans une politique d'argent bon marché, dont on peut être presque assuré qu'elle provoquera tôt ou tard de fortes tendances inflationnistes, comparables à celles qu'on a pu observer à la fin des années 1970.

La situation actuelle est cependant bien plus compliquée, et rien ne permet d'affirmer qu'une grave crise économique aux États-Unis puisse être compensée par une autre région du monde (la Chine, par exemple). Les inégalités géographiques du développement pourraient sauver une fois encore le système d'un effondrement mondial généralisé, comme cela a été le cas dans les années 1990, bien que ce coup-ci, les États-Unis soient au cœur du problème. Mais le système financier est également beaucoup plus étroitement interconnecté dans le temps qu'il ne l'a jamais été¹. Au moindre déraillement, les transactions informatisées instantanées risquent de créer une importante divergence sur

1. Richard Bookstaber, *A Demon of Our Own Design: Markets, Hedge Funds, and the Perils of Financial Innovation*, New York, Wiley, 2007 ; Frank Partnoy, *Infectious Greed: How Deceit and Risk Corrupted Financial Markets*, New York, Henry Holt, 2003.

le marché – elles ont déjà provoqué une incroyable volatilité du marché des valeurs ; celle-ci conduira à une crise massive exigeant que l'on repense entièrement le fonctionnement du capital financier et des marchés monétaires, jusques et y compris dans leurs rapports avec l'urbanisation.

Comme dans toutes les phases qui l'ont précédée, cette expansion radicale très récente du processus urbain s'est accompagnée d'extraordinaires transformations des modes de vie. À l'image de la ville elle-même, la qualité de vie urbaine est devenue une marchandise destinée à ceux qui ont de l'argent dans ce monde où le consumérisme, le tourisme, les industries de la culture et de la connaissance, sans oublier le recours constant à l'économie du spectacle, sont désormais des éléments majeurs de l'économie politique urbaine, même en Inde et en Chine. La tendance postmoderne à encourager la formation de niches de marché, tant dans les choix de modes de vie urbains que dans les habitudes de consommation ou dans les formes culturelles, prête à l'expérience urbaine contemporaine une aura de liberté de choix commercial, pourvu qu'on ait l'argent nécessaire et qu'on puisse se tenir à l'abri de la privatisation de la redistribution des richesses opérée par une activité criminelle en plein essor et des pratiques frauduleuses déloyales, en plein développement partout. Les centres commerciaux, les multiplexes et les mégastores prolifèrent – la production de chacun d'eux est devenue un secteur lucratif –, tout comme les fast-foods et les marchés d'artisans, les petites boutiques, ainsi que le phénomène de « pacification par le cappuccino », comme l'appelle finement Sharon Zukin. Les lotissements de banlieue incohérents, ternes et monotones, qui continuent à dominer dans bien des secteurs, trouvent désormais eux-mêmes leur antidote dans un mouvement de « nouvel urbanisme » qui vend de la communauté et du mode de vie haut de gamme sous forme de produits de

promoteurs prétendent capables de réaliser des rêves urbains. C'est un monde dans lequel l'éthique néolibérale d'un individualisme possessif poussé peut devenir le modèle de socialisation de la personnalité humaine. D'où un renforcement de l'isolement individualiste, de l'angoisse et des névroses au cœur même d'une des plus grandes réalisations sociales – à en juger du moins par son envergure colossale et par son caractère général – jamais élaborées dans l'histoire humaine pour exaucer nos désirs.

En même temps, les fissures du système ne sont, elles aussi, que trop évidentes. Nous vivons de plus en plus dans des villes divisées, fragmentées et déchirées par les conflits. Notre vision du monde et notre définition du possible sont fonction du côté où nous nous trouvons et du type de consommation auquel nous avons accès. Au cours de ces dernières décennies, le virage néolibéral a replacé le pouvoir de classe entre les mains des élites aisées¹. En une seule année, plusieurs gestionnaires new-yorkais de fonds spéculatifs ont empoché trois milliards de dollars de rémunération personnelle, tandis qu'en l'espace de ces quelques dernières années, les bonus individuels des principaux acteurs de Wall Street passaient de cinq millions à près de cinquante millions de dollars, provoquant une extravagante flambée des prix de l'immobilier à Manhattan. Depuis son évolution néolibérale de la fin des années 1980, le Mexique compte quatorze milliardaires et peut même se vanter d'être la patrie de l'homme le plus riche du monde, Carlos Slim, alors que dans le même temps les revenus des pauvres stagnaient ou diminuaient. À la fin de 2009, alors que le point culminant de la crise était dépassé, on dénombrait cent quinze milliardaires en Chine, cent un

1. David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, op. cit. ; Thomas Edsall, *The New Politics of Inequality*, New York, Norton, 2003.

en Russie, cinquante-cinq en Inde, cinquante-deux en Allemagne, trente-deux en Grande-Bretagne et trente au Brésil, sans oublier les quatre cent treize des États-Unis¹. Les conséquences de cet écart croissant dans la distribution de la richesse et du pouvoir sont gravées de façon indélébile dans les formes spatiales de nos villes, lesquelles se transforment de plus en plus en agglomérations faites de fragments fortifiés, de quartiers résidentiels fermés et d'espaces publics privatisés soumis à une surveillance constante. La protection néolibérale des droits de propriété privée et des valeurs qui les accompagnent devient une forme de politique hégémonique, qui touche jusqu'à la classe moyenne inférieure. Dans le monde en développement en particulier, la ville « se divise en plusieurs parties distinctes avec l'apparition ostensible de nombreux "micro-États". Des quartiers riches disposant de tous les services – établissements scolaires prestigieux, terrains de golf, courts de tennis et milices privées patrouillant vingt-quatre heures sur vingt-quatre – se mêlent à des zones d'habitation illégale où l'eau n'est disponible qu'aux fontaines publiques, où les systèmes sanitaires brillent par leur absence, où l'électricité est piratée par une poignée de privilégiés, où les rues se transforment en torrents de boue à la moindre averse et où la cohabitation est la règle. Chaque fragment semble vivre et fonctionner de façon autonome, s'accrochant obstinément à ce dont il a pu s'emparer dans sa lutte quotidienne pour la survie². »

Dans ces conditions, il devient bien plus difficile de soutenir les idéaux d'identité, de citoyenneté et d'intégration

1. Jim Yardley et Vikas Bajaj, « Billionaires' Ascent Helps India, and Vice Versa », *New York Times*, 27 juillet 2011.

2. Marcello Balbo, « Urban Planning and the Fragmented City of Developing Countries », *Third World Planning Review*, vol. 15, n° 1, 1993, p. 23-25.

urbaines, ainsi que la moindre politique urbaine cohérente, déjà menacés par l'insatisfaction croissante que suscite l'éthique néolibérale individualiste. L'idée même que la ville puisse fonctionner comme un corps politique collectif, comme un lieu à l'intérieur et à partir duquel pourraient émaner des mouvements sociaux progressistes, paraît, superficiellement en tout cas, de moins en moins plausible. On relève pourtant toutes sortes de mouvements sociaux urbains qui cherchent à surmonter ces phénomènes d'isolement et à redonner à la ville une image différente de celle que lui imposent les puissances des promoteurs soutenus par la finance, le capital d'entreprise et des pouvoirs publics locaux de plus en plus férus d'esprit d'entreprise. Des administrations urbaines relativement conservatrices elles-mêmes cherchent à expérimenter de nouvelles méthodes qui permettraient à la fois de produire l'urbain et de démocratiser la gouvernance. Existe-t-il une alternative urbaine et, le cas échéant, d'où peut-elle venir ?

L'absorption du surplus par la transformation urbaine présente cependant un visage encore plus sinistre. Elle est en effet à l'origine de phases réitérées de restructuration urbaine par la « destruction créatrice ». Ce phénomène présente presque toujours une dimension de classe, car ce sont généralement les pauvres, les défavorisés et ceux qui sont exclus du pouvoir politique qui en souffrent les premiers et le plus cruellement. Il est impossible d'éviter le recours à la violence pour bâtir le nouveau monde urbain sur les décombres de l'ancien. Haussmann a démolé les vieux quartiers pauvres de Paris en employant des mesures d'expropriation censées servir le bien public et a agi ainsi au nom du progrès municipal, de la restauration de l'environnement et de la rénovation urbaine. Il a délibérément organisé l'expulsion d'une grande partie de la classe ouvrière

et d'autres éléments indisciplinés, en même temps que des industries insalubres, du centre de Paris, où ils représentaient une menace pour l'ordre public, la santé publique et, bien sûr, le pouvoir politique. Il a créé une forme urbaine là où, pensait-on – à tort, comme on a pu le constater en 1871 –, il aurait été possible d'exercer une surveillance et un contrôle militaires suffisants pour juguler avec succès toute velléité de mouvement révolutionnaire. Cependant, comme l'a fait remarquer Engels en 1872 :

En réalité, la bourgeoisie n'a qu'une méthode pour résoudre la question du logement à sa manière – ce qui veut dire : la résoudre de telle façon que la solution engendre toujours à nouveau la question. Cette méthode porte un nom, celui de « Haussmann ».

Par là j'entends [...] la pratique qui s'est généralisée d'ouvrir des brèches dans les arrondissements ouvriers, surtout dans ceux situés au centre de nos grandes villes, que ceci réponde à un souci de santé publique, à un désir d'embellissement, à une demande de grands locaux commerciaux dans le centre, ou aux exigences de la circulation – pose d'installations ferroviaires, rues [...] (autre leur utilité stratégique, les combats de barricades étant rendus plus difficiles). Quel qu'en soit le motif, le résultat est partout le même : les ruelles et les impasses les plus scandaleuses disparaissent et la bourgeoisie se glorifie hautement de cet immense succès – mais ruelles et impasses resurgissent aussitôt ailleurs. Les foyers d'épidémies, les caves les plus immondes, dans lesquelles nuit après nuit le mode de production capitaliste enferme nos travailleurs, ne sont pas éliminés, mais seulement... déplacés ! La même nécessité économique les fait naître ici comme là¹.

1. Friedrich Engels, *La Question du logement*, Chanteloup-les-Vignes, Osez la République sociale, 2012, p. 67.

Aussi sur : www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm.

Il a fallu en réalité plus d'un siècle pour que s'achève la conquête bourgeoise du centre de Paris, avec les conséquences que nous avons pu observer au cours des dernières années : les destructions et les révoltes qui ont secoué les banlieues isolées où les immigrés marginalisés, les chômeurs et les jeunes se trouvent de plus en plus pris au piège. On ne peut évidemment que regretter que les processus décrits par Engels se reproduisent inlassablement dans l'histoire urbaine capitaliste. Robert Moses a « appliqué le couperet au Bronx », pour reprendre sa formule tristement célèbre, et les lamentations des collectifs et des mouvements de quartier ont résonné longuement et bruyamment avant de fusionner dans la rhétorique de Jane Jacobs, protestant contre l'inconcevable destruction non seulement d'un précieux tissu urbain mais de communautés entières d'habitants qui possédaient des réseaux d'intégration sociale établis de longue date¹. Mais à New York comme à Paris, après que les mouvements de 1968 se sont opposés aux expropriations brutales et ont réussi à les endiguer, on a assisté à un processus de transformation bien plus insidieux et plus cancéreux provoqué par la volonté de discipline financière des administrations urbaines démocratiques, des marchés fonciers, de la spéculation immobilière, et par l'affectation des terrains en fonction de leur « usage supérieur et optimal », autrement dit du taux de rendement le plus élevé possible qu'ils pouvaient dégager. Cette fois encore, Engels n'avait que trop bien compris les mécanismes en jeu :

L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle, croissant parfois dans d'énormes

1. Marshall Berman, *All That Is Solid Melts Into Air*, Londres, Penguin, 1988.

proportions ; les constructions qui y sont édifiées, au lieu de rehausser cette valeur, l'abaissent plutôt, parce qu'elles ne répondent plus aux conditions nouvelles ; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre et dont le loyer, même dans les maisons surpeuplées, ne peut jamais ou du moins qu'avec une extrême lenteur, dépasser un certain maximum. On les démolit et à leur place on construit des boutiques, de grands magasins, des bâtiments publics¹.

Il est déprimant de penser que ces lignes datent de 1872 ; en effet, la description d'Engels s'applique parfaitement aux processus urbains que l'on observe actuellement dans une grande partie de l'Asie (Delhi, Séoul, Bombay) ainsi qu'à la gentrification contemporaine de quartiers new-yorkais comme Harlem et Brooklyn. En résumé, un processus de déplacement et de dépossession est également au cœur du phénomène urbain capitaliste, constituant le reflet de l'absorption du capital par la rénovation urbaine. Prenons le cas de Bombay où six millions d'individus considérés officiellement comme des habitants de bidonvilles se sont installés sur des terrains, pour la plupart sans le moindre titre de propriété – ces lieux apparaissent en blanc sur tous les plans de la ville. La volonté de faire de Bombay un centre financier mondial capable de rivaliser avec Shanghai a accéléré le développement immobilier, rendant les terrains occupés par les bidonvilles de plus en plus attrayants. La valeur foncière de Dharavi, un des plus grands bidonvilles de Bombay, est estimée à deux milliards de dollars, et les pressions en faveur de son évacuation – pour des raisons prétendument environnementales et sociales qui masquent en réalité une tentative d'accaparement des terres – ne cessent

1. Friedrich Engels, *La Question du logement*, op. cit., p. 16-17.

de se renforcer. Soutenues par l'État, les puissances financières réclament que l'on rase ce bidonville, n'hésitant pas dans certains cas à prendre violemment possession d'un terrain que ses habitants occupent depuis une génération entière. L'accumulation de capital sur les terrains, due à l'activité immobilière, augmente en flèche, la terre étant acquise pour trois fois rien. Une compensation est-elle prévue pour ceux qui se trouvent ainsi privés de toit ? Les plus chanceux obtiennent un petit quelque chose. Mais alors que la Constitution indienne précise clairement que l'État est tenu de protéger la vie et le bien-être de l'ensemble de sa population, de toutes castes et de toutes classes, et de garantir le droit de chacun à un minimum vital et à un abri, la Cour suprême indienne a refusé de se prononcer ou a rendu des jugements ne respectant pas cette exigence constitutionnelle. Les habitants des bidonvilles étant des occupants illégaux, et un grand nombre d'entre eux ne pouvant évidemment pas prouver leur présence de longue date sur les lieux, ils n'ont droit à aucune indemnité. Leur en accorder une reviendrait, aux yeux de la Cour suprême, à récompenser des pickpockets pour leurs méfaits. Il ne reste donc aux habitants des bidonvilles qu'à résister et à se battre, ou à déménager avec leurs maigres biens pour aller camper le long des autoroutes ou partout où ils réussiront à trouver un peu d'espace¹. On observe aux États-Unis des cas analogues – moins brutaux, certes, et plus respectueux des lois –, avec l'usage abusif du droit d'expropriation pour expulser des habitants de longue date de logements décentes, sous prétexte d'utilisation foncière prioritaire (construction

1. Usha Ramanathan, « Illegality and the Urban Poor », *Economic and Political Weekly*, 22 juin 2006 ; Rakesh Shukla, « Rights of the Poor: An Overview of Supreme Court », *Economic and Political Weekly*, 2 septembre 2006.

d'ensembles résidentiels et de grandes surfaces). L'affaire ayant été portée devant la Cour suprême, les juges – libéraux – ont débouté les plaignants – conservateurs –, affirmant que la Constitution ne s'opposait pas à ce que les juridictions locales recourent à de tels procédés pour augmenter l'assiette de l'impôt foncier.

Dans les années 1990, les entreprises du bâtiment et les promoteurs immobiliers de Séoul ont engagé des gros bras, genre sumos, pour envahir des quartiers entiers et détruire à coups de masse non seulement les logements mais toutes les possessions de ceux qui s'étaient construits des maisons sur les coteaux de la ville dans les années 1950, des terrains qui, quarante ans plus tard, avaient pris une immense valeur. La plupart de ces collines sont aujourd'hui couvertes de hautes tours d'habitation ne portant pas la moindre trace des méthodes brutales d'expulsion qui ont permis leur construction. En Chine, des millions d'individus sont contraints d'évacuer des espaces qu'ils occupaient de longue date. Comme il n'existe pas de droits de propriété privée, l'État est parfaitement libre de les obliger par voie d'ordonnance à partir et se contente de leur offrir une somme dérisoire censée leur permettre de retomber sur leurs pieds – il vend ensuite les terrains libérés à des promoteurs en empochant au passage un profit plus que confortable. Dans certains cas, les gens partent sans protester, mais il existe aussi, on le sait, de nombreux cas de résistance, en général violemment réprimés par le Parti communiste. S'agissant de la Chine, les populations déplacées sont souvent celles des périphéries rurales ; ce phénomène confirme la pertinence de l'analyse de Lefebvre, formulée de façon prémonitoire dans les années 1960, selon laquelle la distinction parfaitement claire qui existait jadis entre urbain et rural s'estompe peu à peu pour donner naissance, sous la domination hégémonique du capital et de l'État, à un ensemble d'espaces

poreux de développement géographique inégal. En Chine, les communes rurales situées sur les franges urbaines se sont transformées pour ainsi dire du jour au lendemain : renonçant à faire pousser des choux, un travail éreintant et peu lucratif, leurs habitants – ou du moins les dirigeants des partis communistes locaux – ont entrepris de faire pousser des immeubles résidentiels et de mener une vie tranquille de rentiers urbains. On observe le même phénomène en Inde, où la politique de zones économiques spéciales actuellement favorisée par le gouvernement central et ceux des différents États, entraîne des actes de violence contre les producteurs agricoles, le cas le plus flagrant étant celui du massacre de Nandigram au Bengale-Occidental, orchestré par le parti politique marxiste au pouvoir pour ouvrir la voie au grand capital indonésien, tout aussi intéressé par le développement immobilier urbain que par le développement industriel. Dans ce cas, les droits de propriété privée n'ont pas assuré la moindre protection.

Il en va de même de la proposition, progressiste en apparence, consistant à accorder des droits de propriété privée à des populations qui occupent illégalement des terrains ; ce capital devrait, prétend-on, leur permettre de sortir de la pauvreté. Ce genre de suggestion a été présenté récemment à propos des favelas de Rio. Malheureusement, la précarité des revenus des pauvres et leurs fréquentes difficultés financières les incitent bien souvent à se laisser convaincre d'échanger leur bien immobilier contre une modeste somme en espèces – les riches refusent généralement de céder leurs précieuses possessions, quel que soit le montant qu'on leur propose, ce qui explique que Moses ait pu appliquer son couperet au Bronx et non à l'opulente Park Avenue. Je suis prêt à parier que, si la tendance actuelle se confirme, toutes les collines qu'occupent aujourd'hui des favelas seront, dans moins de quinze ans, couvertes de grands immeubles

résidentiels offrant une vue imprenable sur la baie de Rio, tandis que les anciens habitants auront pris leurs cliques et leurs claques pour aller s'installer dans quelque périphérie éloignée¹. L'effet à long terme de la politique de privatisation des logements sociaux du centre de Londres entreprise par Margaret Thatcher a été de créer, d'un bout à l'autre de la région métropolitaine, une structure des prix de l'immobilier (locations et achats) interdisant aux faibles revenus, et même à ceux de la classe moyenne, d'accéder à des logements à proximité du centre-ville. Le problème d'un logement abordable, comme celui de la pauvreté et de l'accessibilité, a effectivement été déplacé.

Ces exemples attirent notre attention sur l'existence de toute une batterie de solutions, « progressistes » en apparence, qui, non contentes de déplacer le problème, l'aggravent tout en allongeant la chaîne dorée qui tient les populations vulnérables et marginalisées prisonnières de l'orbite de la circulation et de l'accumulation du capital. Hernando de Soto affirme, et ses propos ne sont pas sans influence, que c'est l'absence de droits de propriété incontestables qui empêche les pauvres de sortir de la misère dans une si grande partie du sud de notre planète – ignorant les abondants témoignages de misère provenant de sociétés où des droits de propriété inattaquables sont faciles à établir. Il n'est évidemment pas exclu que, dans certains cas, l'octroi de ces droits dans les favelas de Rio ou dans les bidonvilles

1. Une grande partie de cette réflexion s'inspire de l'ouvrage de Hernando de Soto, *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York, Basic Books, 2000 [*Le Mystère du capital : pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs* ; trad. Michel Le Seac'h, Paris, Flammarion, 2005] ; voir l'analyse critique de Timothy Mitchell, « The Work of Economics: How a Discipline Makes its World », *European Journal of Sociology*, vol. 46, n° 2, 2005, p. 297-320.

de Lima puisse libérer quelques énergies individuelles et susciter des initiatives audacieuses permettant à certains d'améliorer leur situation personnelle. Malheureusement, ces progrès personnels s'accompagnent bien souvent de la destruction des liens collectifs de solidarité sociale et de soutien mutuel ne visant pas à une maximisation des profits, alors que tout effet agrégé a de fortes chances d'être annulé en l'absence d'emploi sûr et suffisamment rémunérateur. Au Caire, Julia Elyachar, par exemple, relève que ces mesures, apparemment progressistes, créent un « marché de la dépossession » qui cherche en réalité à extraire de la valeur d'une économie morale fondée sur le respect mutuel et sur la réciprocité, au profit d'institutions capitalistes¹.

Le même commentaire s'applique pour une large part aux solutions de microcrédit et de microfinance que l'on prétend apporter aujourd'hui à la pauvreté mondiale, et dont les institutions financières de Washington vantent les mérites en des termes si convaincants. Dans son incarnation sociale – telle que l'envisageait à l'origine le lauréat du prix Nobel de la paix, Yunus –, le microcrédit a effectivement créé de nouvelles possibilités et exercé un effet non négligeable sur les relations entre les sexes, avec des conséquences positives pour les femmes de pays tels que l'Inde et le Bangladesh. Mais il impose par ailleurs des systèmes de responsabilité collective du remboursement des emprunts qui risquent fort d'emprisonner au lieu de libérer. Dans le monde de la microfinance tel que le présentent les institutions de Washington – par opposition à l'orientation sociale et plus philanthropique du microcrédit proposée par Yunus –, cela revient à offrir aux établissements financiers mondiaux des sources de revenu à haut rendement, avec

1. Julia Elyachar, *Markets of Dispossession: NGOs, Economic Development, and the State in Cairo*, Chapel Hill, NC, Duke University Press, 2005.

des taux d'intérêt égaux ou supérieurs à 18 %, au milieu d'une structure commerciale émergente, ouvrant aux entreprises multinationales l'immense marché agrégé constitué par les deux milliards d'êtres humains qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Il s'agit de permettre à la grande entreprise de pénétrer ce gigantesque « marché à la base de la pyramide », comme on l'appelle dans les milieux économiques, par la constitution de réseaux complexes de vendeurs – essentiellement des femmes – reliés par une chaîne de commercialisation allant de l'entrepôt de la multinationale aux marchands des rues¹. Les vendeurs forment un collectif de relations sociales dans lequel ils sont tous responsables les uns des autres, et qui a pour fonction de garantir le remboursement de l'emprunt assorti d'intérêts leur permettant d'acheter les marchandises qu'ils revendent ensuite au détail. Comme nous l'avons dit à propos de l'octroi de droits de propriété privée, il est très probable que certains – surtout des femmes en l'occurrence – parviendront à accéder ainsi à un certain niveau d'aisance et que les difficultés notoires des pauvres à disposer de produits de consommation à des prix raisonnables seront atténuées. Mais cela n'apporte aucune solution au problème de la pauvreté causée par les questions urbaines. La plupart des membres du système de microfinance se trouveront réduits à une forme de servitude pour dette, condamnés à jouer un rôle, mal rémunéré, de pont entre les multinationales et les populations appauvries des bidonvilles urbains, la balance penchant invariablement en faveur des multinationales. Ce

1. Anyana Roy, *Poverty Capital: Microfinance and the Making of Development*, New York, Routledge, 2010 ; C. K. Prahalad, *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty Through Profits*, New York, Pearson Prentice Hall, 2009 [*Quatre milliards de nouveaux consommateurs : vaincre la pauvreté grâce au profit* ; trad. Émilie Borgeaud, Paris, Village mondial, 2004].

genre de structure empêchera la recherche d'autres solutions plus productives et n'offre certainement aucun droit à la ville.

L'urbanisation, pouvons-nous conclure, a joué un rôle essentiel dans l'absorption des surplus de capital, sur une échelle géographique en constante expansion ; mais elle l'a fait au prix de processus de destruction créatrice de plus en plus envahissants, qui ont privé les masses urbaines de tout droit à la ville. Ce processus débouche périodiquement sur des révoltes, comme celle qui a secoué Paris en 1871 lorsque les dépossédés se sont soulevés, cherchant à reconquérir la ville qu'ils avaient perdue. Les mouvements sociaux urbains de 1968, de Paris et Bangkok à Mexico et Chicago, cherchaient également à définir un mode de vie urbain différent de celui que prétendaient leur imposer les promoteurs capitalistes et l'État. Si, comme tout semble l'indiquer, les difficultés financières actuelles s'aggravent, si nous touchons au terme de la phase néolibérale, postmoderne et consumériste d'absorption capitaliste des surplus par l'urbanisation, et s'il en résulte une crise plus générale, une question se pose : où est notre Mai 68, ou, encore plus spectaculairement, notre version de la Commune ?

Aujourd'hui, par analogie avec les transformations du système financier, la réponse politique ne peut qu'être beaucoup plus complexe en raison même des dimensions qu'a pris le processus urbain ainsi que des fissures, des incertitudes et des évolutions géographiques inégales qui le déchirent. Mais comme l'a chanté autrefois Leonard Cohen, ce sont les failles du système « qui laissent entrer la lumière ». Partout, on note des signes de révolte. L'agitation est chronique en Chine et en Inde, les guerres civiles font rage en Afrique, l'Amérique latine est en effervescence, des mouvements autonomistes surgissent un peu partout, et même aux États-Unis, on voit certains signes politiques

donnant à penser que la majeure partie de la population en a « ras le bol » des inégalités révoltantes. Chacune de ces révoltes pourrait faire rapidement tache d'huile. Néanmoins, et à la différence du système financier, il n'existe pas de liens étroits entre les différents mouvements sociaux d'opposition urbains et périurbains, si nombreux pourtant d'un bout à l'autre de la planète. En réalité, nombre d'entre eux n'entretiennent absolument aucune relation. Aussi est-il peu probable qu'une seule étincelle puisse provoquer un gigantesque feu de prairie, tel qu'en rêvait le Weather Underground. Il faudra quelque chose de beaucoup plus systématique. Mais si ces différents mouvements d'opposition parvenaient à se rapprocher – s'ils s'unissaient, par exemple, autour du slogan du droit à la ville –, que devraient-ils revendiquer ?

La réponse à cette question est assez simple : un plus grand contrôle démocratique sur la production et l'utilisation des surplus. Le processus urbain représentant l'un de ses principaux débouchés, le droit à la ville s'affirme par l'instauration d'un contrôle démocratique sur l'utilisation du surplus par l'urbanisation. Le surproduit n'est pas mauvais en soi : en fait, dans bien des situations, l'existence d'un excédent constitue même la clé de la survie. À travers toute l'histoire capitaliste, une partie de la plus-value créée a été prélevée par l'État sous forme d'impôt ; dans les périodes de gouvernement social-démocrate, cette proportion a considérablement augmenté, plaçant ainsi une grande fraction du surplus entre les mains de l'État. Le projet néolibéral des trente dernières années a été tout entier dirigé vers la privatisation du contrôle du surplus. Les données de tous les pays membres de l'OCDE révèlent pourtant que la part de la production brute prélevée par l'État est restée à peu près constante depuis les années 1970. Le principal exploit de l'assaut néolibéral a donc été d'empêcher la part de l'État

de s'accroître comme elle l'avait fait dans les années 1960. Une autre de ses réalisations a été la création de nouveaux systèmes de gouvernance qui intègrent les intérêts de l'État et ceux du monde de l'entreprise et qui, par l'exercice du pouvoir de l'argent, veillent à ce que le contrôle sur l'utilisation du surplus exercé par l'appareil d'État soit favorable au capital d'entreprise et aux classes supérieures dans le façonnement du processus urbain. Augmenter la part de surplus contrôlée par l'État ne sera efficace que si l'État lui-même est réformé, et remplacé sous un contrôle démocratique populaire.

Nous constatons que le droit à la ville se retrouve de plus en plus dans les mains d'intérêts privés ou quasi privés. À New York, par exemple, un maire milliardaire, Michael Bloomberg, a redessiné la ville selon un modèle favorable aux promoteurs, à Wall Street et aux membres de la classe capitaliste transnationale, tout en continuant à la vendre comme un lieu idéal pour les entreprises de forte valeur et comme une destination touristique de premier choix, transformant ainsi dans les faits Manhattan en une vaste résidence fermée pour riches. Sa devise en matière d'urbanisme a été, non sans quelque ironie, « *Building like Moses with Jane Jacobs in mind* » (« Construire comme Moses avec Jane Jacobs à l'esprit¹ »). Paul Allen, un autre milliardaire, est à la barre de Seattle, tandis qu'à Mexico, l'homme le plus riche de la planète, Carlos Slim, fait repaver les rues du centre pour plaire aux touristes. Ces individus particulièrement fortunés ne sont pas les seuls au demeurant à exercer un pouvoir direct. La ville de New Haven n'a pas les ressources nécessaires pour réinvestir elle-même dans

1. Scott Larson, « Building Like Moses with Jane Jacobs in Mind », thèse, City University of New York, Department of Earth and Environmental Sciences, 2010.

l'aménagement urbain ; c'est donc l'université de Yale, l'une des plus riches du monde, qui redessine une grande partie du tissu urbain conformément à ses besoins. L'université Johns Hopkins en fait autant à l'est de Baltimore, et la Columbia University envisage de leur emboîter le pas dans certains secteurs de New York (deux projets qui, à l'image de la tentative d'accaparement des terrains à Dharavi, ont provoqué des mouvements de résistance des quartiers). Le droit à la ville, tel qu'il existe aujourd'hui, est beaucoup trop limité et se voit le plus souvent monopolisé par une petite élite politique et économique, en mesure de façonner la ville de manière croissante, en fonction de ses besoins particuliers et de ses envies.

Essayons pourtant à présent d'aborder la situation sous un jour plus structurel. En janvier de chaque année, on publie une estimation du total des bonus empochés par les financiers de Wall Street pour le dur travail qu'ils ont accompli au cours de l'année précédente. En 2007, une année désastreuse à tous points de vue pour les marchés financiers (mais bien moins mauvaise que l'année suivante), ces primes ont atteint un montant total de 33,2 milliards de dollars, c'est-à-dire 2 % seulement de moins que l'année précédente (un taux de rémunération confortable pour des gens qui avaient semé la pagaille dans le système financier mondial). Au milieu de l'été 2007, la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne ont injecté plusieurs milliards de crédits à court terme pour assurer la stabilité du système financier ; au cours de l'année, chaque fois que les marchés de Wall Street menaçaient de plonger, la Réserve fédérale a abaissé spectaculairement ses taux d'intérêt. Pendant ce temps, deux ou trois millions de personnes – essentiellement des femmes chefs de famille, des Afro-Américains des noyaux urbains et des populations blanches marginalisées de la semi-périphérie urbaine – ont perdu,

ou vont perdre, leur logement à la suite d'une saisie. Dans de nombreux quartiers urbains et même dans des communautés périurbaines entières des États-Unis, les maisons ont été condamnées et vandalisées, sacrifiées aux pratiques de crédit prédatrices des établissements financiers. Cette population-là n'a pas touché de bonus. Et même, dans la mesure où la saisie entraîne l'annulation de la dette, ce qui est considéré comme un revenu, un grand nombre de ces personnes risquent de recevoir un avis d'imposition sur le revenu très élevé, pour de l'argent qu'ils n'ont jamais eu entre les mains. Cette asymétrie consternante conduit à se poser la question suivante : pourquoi la Réserve fédérale et le Trésor américain n'ont-ils pas élargi leur aide financière à moyen terme aux ménages menacés de saisie, en attendant que la restructuration des crédits hypothécaires à des taux raisonnables permette de résoudre une grande partie du problème ? Une telle mesure aurait atténué la brutalité de la crise du crédit et protégé les individus appauvris ainsi que les quartiers où ils vivaient. De plus, le système financier mondial ne se serait pas retrouvé au bord de l'insolvabilité totale, comme cela s'est produit un an plus tard. Certes, la Réserve fédérale aurait outrepassé les limites de sa sphère d'attribution habituelle et aurait enfreint la règle idéologique néolibérale voulant qu'en cas de conflit, entre le bien-être des institutions financières et celui du peuple, on sacrifie ce dernier. Elle aurait également contrarié les préférences de la classe capitaliste concernant la répartition des revenus, en même temps que les idées néolibérales de responsabilité personnelle. Observez pourtant ce qu'ont coûté le respect de ces règles et la destruction créatrice absurde qui en a résulté. Ne peut-on, ne doit-on vraiment pas agir pour essayer d'inverser ces choix politiques ?

Malheureusement, aucun mouvement d'opposition cohérent à toutes ces injustices ne s'est encore manifesté au

XXI^e siècle. On observe déjà, bien sûr, une multitude de luttes urbaines et une grande diversité de mouvements sociaux urbains (au sens le plus large du terme, incluant les mouvements des arrière-pays ruraux). On relève dans le monde entier une foule d'innovations urbaines dans le domaine de la durabilité environnementale, de l'intégration culturelle des immigrés et de la conception urbanistique des espaces de logements sociaux. Mais ces initiatives doivent encore se rassembler autour de l'objectif unique d'un contrôle accru sur l'emploi du surplus – sans parler des conditions de sa production. Une étape, qui n'est certainement pas finale, de l'unification de ces luttes consiste à se concentrer sur les moments de destruction créatrice où l'économie d'accumulation de richesse vient s'ajouter brutalement à l'économie de dépossession. Il faut alors proclamer au nom des dépossédés leur droit à la ville – leur droit de changer le monde, de changer la vie et de réinventer une ville plus conforme à leurs vœux. Ce droit collectif, à la fois slogan opérationnel et idéal politique, nous ramène à cette question séculaire : qui contrôle le lien interne entre urbanisation d'une part, et production et utilisation du surplus de l'autre ? Peut-être, après tout, Lefebvre avait-il raison d'affirmer, il y a plus de quarante ans, que la révolution de notre temps serait urbaine, ou ne serait pas.

Chapitre 2

Les racines urbaines des crises capitalistes

Dans un article du *New York Times* daté du 5 février 2011 et intitulé « Housing Bubbles Are Few and Far Between » (« Les bulles immobilières sont rares et espacées »), Robert Shiller, l'économiste que beaucoup s'accordent à considérer comme le meilleur spécialiste américain de l'immobilier en raison du rôle qu'il a joué dans l'établissement de l'indice des prix du marché immobilier Case-Shiller, a cherché à rassurer l'opinion publique en affirmant que la récente bulle immobilière était un « événement rare, qui ne se reproduira[it] pas avant plusieurs décennies. [...] L'énorme bulle immobilière [du début des années 2000] ne peut se comparer, écrivait-il, à aucun cycle du marché immobilier national ou international de l'histoire. Les bulles précédentes étaient plus petites et plus régionales. » Si l'on tenait à établir des parallèles qui tiennent la route, il faudrait, selon lui, se reporter aux bulles foncières observées aux États-Unis à la fin des années 1830 et dans les années 1850¹.

Il s'agit là, comme je vais le montrer, d'une interprétation aussi inexacte que dangereuse de l'histoire capitaliste. Le fait qu'elle soit passée inaperçue est le signe d'un grave

1. Robert Shiller, « Housing Bubbles are Few and Far Between », *New York Times*, 5 février 2011.

aveuglement de la pensée économique contemporaine, une cécité qui frappe malheureusement aussi l'économie politique marxiste. Le krach immobilier que les États-Unis ont subi en 2007-2010 a certainement été plus profond et plus durable que la plupart – peut-être marque-t-il même la fin d'une ère de l'histoire économique américaine –, mais il n'a certainement pas été sans précédent dans sa relation avec des perturbations macroéconomiques du marché mondial. Plusieurs signes donnent du reste à penser qu'il est sur le point de se répéter.

L'économie conventionnelle considère couramment les investissements dans l'environnement bâti en général, et dans le logement en particulier, ainsi que l'urbanisation, comme des sujets plus ou moins accessoires par rapport aux affaires plus importantes qui se déroulent dans une entité fictive appelée l'« économie nationale ». Le chapitre de l'« économie urbaine » est ainsi laissé aux économistes de second rang pendant que les grosses pointures vont exercer leurs compétences macroéconomiques ailleurs. Même lorsque ces grands pontes prennent connaissance des processus urbains, ils font comme si la réorganisation spatiale, le développement régional et la construction de villes n'étaient qu'une conséquence sur le terrain de phénomènes de plus grande ampleur qui ne sont pas affectés par ce qu'ils produisent¹. C'est ainsi que dans le rapport 2009 de la Banque mondiale sur le développement dans le monde, un texte qui, pour la toute première fois, accordait une vraie place à la géographie économique et au développement urbain, l'éventualité d'une catastrophe capable de provoquer une crise

1. « Il est effectivement choquant qu'il y ait eu aussi peu de recouvrement et d'interaction entre la littérature sur la macroéconomie et la littérature sur le logement », écrit Charles Leung dans « *Macroeconomics and Housing: A Review of the Literature* », *Journal of Housing Economics*, vol. 13, n° 4, 2004, p. 249-267.

économique mondiale n'a même pas été envisagée. Rédigé par des économistes qui n'ont consulté ni géographes, ni historiens, ni spécialistes de sociologie urbaine, ce texte avait prétendument pour objectif d'explorer l'« influence [de la géographie] sur l'opportunité économique en faisant de l'espace et de la localisation, non plus de simples courants sous-jacents de la politique économique, mais des éléments fondamentaux de cette politique ».

Les auteurs cherchaient en réalité à montrer que l'application des remèdes habituels de l'économie néolibérale aux affaires urbaines – exclure par exemple l'État de toute régulation sérieuse des marchés fonciers et immobiliers et minimiser les interventions de la planification urbaine, régionale et spatiale au nom de la justice sociale et de l'égalité régionale – était le meilleur moyen de soutenir la croissance économique, autrement dit, l'accumulation de capital. Tout en ayant la décence de « regretter » de n'avoir ni le temps ni la place nécessaires pour étudier dans le détail les conséquences sociales et environnementales de leurs propositions, ils étaient manifestement convaincus que les villes qui fournissent « des marchés fonciers et de la propriété fluides et d'autres institutions en soutien – comme la protection des droits de propriété, l'application des contrats et le financement du logement – seront plus à même de prospérer à long terme, à mesure que les besoins des marchés évoluent. Les villes prospères ont assoupli les lois relatives au zonage afin de permettre aux utilisateurs de forte valeur d'encherir pour les terrains de haute valeur – et ont adopté des réglementations d'aménagement du territoire flexibles pour s'adapter à l'évolution de leur rôle¹. »

1. *Rapport sur le développement dans le monde 2009 : Repenser la géographie économique*, Washington DC, World Bank, 2009 [trad. fr. Groupe De Boeck, Bruxelles, 2009, p. 3 et 142]. Consultable en ligne sur :